

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 03/04/2017

N° : 2017/19

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/14

 **Décisions**

Page 15/95

ARRÊTÉS



ARRÊTÉ DE COMPOSITION DU COMITÉ TECHNIQUE

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Vu

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985, modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- La délibération n° FAG/016-19/09/16 CM du 19 septembre 2016 relative à l'approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme et décision de recueil de l'avis des représentants de l'établissement au sein du comité technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 4 du décret n°85-565 du 30 mai 1985, modifié, précisant que l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination désigne les représentants de l'établissement parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de l'établissement ;
- Le procès-verbal du 8 décembre 2016, établi par le bureau centralisateur, portant recensement des votes et la proclamation des résultats de l'élection professionnelle du jeudi 8 décembre 2016 des représentants du personnel au comité technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Considérant

- Le nombre de représentants titulaires du personnel fixé à 15, et en nombre égal les représentants suppléants du personnel ;
- Le maintien du paritarisme numérique entre le nombre de représentants de l'établissement public égal à celui des représentants du personnel, titulaires et suppléants ;
- Le procès-verbal de l'élection des représentants du personnel au comité technique du jeudi 8 décembre 2016 qui a permis l'attribution de 7 sièges à l'organisation syndicale Force Ouvrière (FO), 3 sièges à l'organisation syndicale SNUTER 13 – La FSU Territoriale, 2 sièges à l'organisation syndicale Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA), 2 sièges à l'organisation syndicale Confédération Générale du Travail (CGT) et 1 siège aux organisations syndicales SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFTD ;

Sur proposition du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Arrête

Article 1^{er} :

À compter du 9 décembre 2016, la composition du comité technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'établit ainsi qu'il suit :

1°) REPRESENTANTS DE L'AUTORITE TERRITORIALE**TITULAIRES :**

- Mme Josette VENTRE
- M. Gérard CHENOZ
- M. Jean MONTAGNAC
- M. Martial ALVAREZ
- M. Gérard BRAMOULLE
- Mme Béatrice ALIPHAT
- M. Bernard DESTROST
- M. Pascal MONTECOT
- M. Jean-Pierre BERTRAND
- M. Henri CAMBESSEDES
- M. Jean-Claude GONDARD
- Mme Sophie CONTE
- M. Vincent BONNAFOUX
- Mme Mireille SCHEMBRI
- Mme Florence PARMANTEL

SUPPLEANTS :

- Mme Marie-Louise LOTA
- Mme Monique CORDIER
- M. Jean-Pierre SERRUS
- Mme Nicole JOULIA
- M. Alain ROUSSET
- M. Henri PONS
- Mme Véronique BOURGEOIS
- M. Pascal MORA
- Mme Nelly NANNERO
- Mme Régine GILLIO
- M. Laurent PERES
- Mme Fabienne FOURNEYRON
- Mme Biljana BOGDANOVIC
- Mme Isabelle ROHEE-SROKA
- Mme Florence PAGANI

2°) REPRESENTANTS DU PERSONNEL**TITULAIRES :**

- M. Patrice AYACHE (FO)
- Mme Carine RIQUIER/PINET (FO)
- M. Cyrille NAUDY (FO)
- Mme Nadège PITALUGUE (FO)
- M. Thierry TORINO (FO)
- Mme Caroline CAMBRIANI (FO)
- M. Frédéric BOULLERNE (FO)
- M. Roger AYMARD (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Cécile AUVITY (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Marie-Julie MICHAUX (SNUTER 13 – FSU)
- M. Claude KASBARIAN (UNSA)
- Mme Virginie BOAZIZ (UNSA)
- M. Sébastien CRAVERO (CGT)
- Mme Dominique MACCARI (CGT)
- M. Etienne LE BAUBE (SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT)

SUPPLEANTS :

- Mme Séverine CONTASTIN (FO)
- M. Amar MEDEBBEUR (FO)
- Mme Christine GIRODENGU (FO)
- M. Daniel PITROIS (FO)
- Mme Michèle MARCELIN (FO)
- M. Luc VEGLER (FO)
- Mme Mathilde PINGIER (FO)
- Mme Patricia CHAMBEFORT-VERCINE (SNUTER 13 – FSU)
- M. Alain LUBRANO DI SCAMPAMORTE (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Mirelle PEROTTI (SNUTER 13 – FSU)
- M. Christian CHEFTEL (UNSA)
- M. Christophe PELLISSIER (UNSA)
- M. Eric RABITO (CGT)
- Mme Catherine SOLERA (CGT)
- M. Eryck ALIBERT (SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT)

Article 2 :

Monsieur Pascal MONTECOT assure la présidence du comité technique.
En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, Monsieur Martial ALVAREZ assure cette même présidence.

Article 3 :

Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 février 2017



Jean-Claude GAUDIN

Le Président

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de son affichage

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/106/CM

Objet : Désignation des membres du Conseil de développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 005 – 1285/16/CM du 15 décembre 2016 concernant les modalités de création du Conseil de Développement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Les candidatures exprimées, et les propositions émises par les Présidents des Conseils de Territoire de la Métropole et par les organismes partenaires ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole affirme l'intérêt d'une participation de la société civile à la réflexion sur le devenir du territoire Aix-Marseille-Provence ;
- Que la Métropole souhaite faire du Conseil de développement une instance privilégiée de concertation sur son territoire ;
- Que la Métropole exprime l'intérêt d'une participation de ce dernier au Projet métropolitain ;

ARRETE

Article 1 :

Conformément aux modalités du règlement intérieur validé par délibération du Conseil de la Métropole le 15 décembre 2016, les 180 sièges du Conseil de développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont répartis comme suit :

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Avril 2017

Le Collège territorial : 90 membres

CIVILITÉ	PRENOMS	NOMS	CT
M	Christophe	AGIUS	CT3
Mme	Patricia	ALLOIN-AUBANEL	CT2
M	Jacky	AYACHE	CT2
M	Hervé	BALLADUR	CT1
M	Jean-Pierre	BARBAT	CT6
Mme	Isabelle	BARDIN	CT1
M	Dominique	BECKER	CT2
M	Jean	BENOIT	CT5
M	Vincent	BERTHELOT	CT1
Mme	Karine	BOISDON	CT6
M	Jean-François	BOISSON	CT1
M	Yves	BONNEL	CT1
M	Jean	BONNIER	CT2
M	Gilles	BOUCKAERT	CT6
Mme	Pascale	BRETON	CT3
M	Jean-Claude	BRUGERON	CT2
M	Jacques	CARLE	CT5
Mme	Emmanuelle	CAUSSIN	CT1
Mme	Sandra	CHALINET-MERENDA	CT1
M	Jean-Claude	CHEINET	CT6
M	Eric	CLEMENT	CT6
M	André	COLLOC	CT4
Mme	Anne-Marie	COLOMBIER	CT1
M	Pierre	DANTIN	CT1
Mme	Véronique	DECOMBIS	CT5
M	Christophe	DEMANDE	CT5
M	Alain	DETAVERNIER	CT5
M	Paul	D'ORTOLI	CT1
M	Jean-Claude	DUBINI	CT4
Mme	Marie-Claude	DUGAS	CT5
M	René	ESNAULT	CT3
Mme	Christine	FABRE	CT2
M	Maurice	FARINE	CT2

M	Luc	FRISON	CT6
M	Jean-François	GALLET DE SANTERRE	CT1
M	Jean-Philippe	GENDARME	CT5
M	Christian	GENTILETTI	CT4
M	Romain	GILLE	CT5
M	Henri	GORLIER	CT4
M	Jean-Marie	GORSE	CT2
M	Bernard	GOUDILIERE	CT5
M	Alain	GRAPINET	CT4
Mme	Danièle	GUIEU	CT1
Mme	Jeanne	GUILLAUMENQ	CT6
M	Bernard	GYSSELS	CT2
Mme	Marie-Ange	HENGER	CT4
M	Robert	HERRENSCHMIDT	CT2
M	Jean-Pierre	HUCHON	CT1
M	Rémy	JOURDAN	CT5
Mme	Carine	KHELFA	CT3
M	Philippe	LALEVEE	CT2
M	Christian	LARGUIER	CT3
Mme	Patricia	MARCELLET	CT2
Mme	Laure	MARCHESCHI	CT4
M	Olivier	MARCHETTI	CT6
M	Olivier	MARECHAL	CT3
M	Joël	MAUZE	CT4
Mme	Gisèle	MAZOYER	CT4
M	William	MEYNARD	CT1
M	Eric	MICHEL	CT1
M	Daniel	MOUTET	CT5
M	Bernard	NICCOLINI	CT6
M	Jean-Pierre	PANSIER	CT3
M	Géraud	PARJADIS	CT5
M	Alain	PEREZ	CT6
M	Pascal	PHILIPPE	CT5
M	Christian	PIERRE	CT1
M	Joseph	PITTERA	CT4
M	Kévin	POLIZZI	CT5

M	Olivier	POULET	CT1
M	Michel	PRATO	CT4
M	François	RAMBAUD	CT4
Mme	Marion	RAVEL MENARD	CT4
M	Jean-Claude	REBOULIN	CT2
Mme	Martine	ROGGERIE	CT5
Mme	Valérie	ROUSSEAU	CT3
M	Paul	SERRE	CT2
M	Jean-Luc	SIDOINE	CT2
Mme	Françoise	SLOTALA	CT5
M	André	SOULAGE	CT5
M	Michel	STRAUDO	CT3
M	Bernard	SUSINI	CT1
M	William	TILLET	CT6
M	Maxime	TISSOT	CT1
M	Gérard	TORRES	CT3
M	José	VALLI	CT5
M	Jacky	VIEUX	CT1
M	Hervé	VIGNOLLES	CT6
M	Gérard	ZABINI	CT2
M	Thierry	ZARKA	CT3

Le collège des partenaires – 50 membres

CIVILITÉ	PRENOMS	NOMS	ORGANISMES REPRESENTÉS
M	Pierre	APLINCOURT	France Nature Environnement
Mme	Marie-Thérèse	AUBRIEUX-GONTERO	Fédération BTP 13
Mme	Magali	BAILLEUL	Fédération Syndicale Unitaire
M	Alain	BARTHE	Confédération Générale du Travail 13
M	Laurent	BENVENUTI	Fédération Nationale des transports de voyageurs Provence Alpes Côte d’Azur
Mme	Marie	BERMOND	Parc National des Calanques
Mme	Claude	BERTOLINO	Etablissement Public Foncier Régional - Délégation départementale
M	Éric	BERTON	Aix-Marseille Université
M	Jean-Pierre	BRACCO	Maison Méditerranéenne des Sciences de l’Homme

Reçu au Contrôle de légalité le 3 avril 2017

Mme	Isabelle	BREMOND	Bouches-du-Rhône Tourisme
Mme	Anne-Sophie	BREVET	Union Syndicale Solidaires 13
M	Jacques	CABUZEL	Union Nationale des Professions Libérales 13
M	Patrick	CAPONE	Confédération Française des Travailleurs Chrétiens
Mme	Monique	CASSAR	Chambre des Métiers et de l'Artisanat
M	Paul	CHAFFARD	Massilia Mundi
M	Christophe	CHAMBON	Institut de Recherche pour le Développement
M	Jean-Marc	CHAPUS	Confédération Générale des comités d'Intérêts de quartiers de Marseille
M	Gilbert	CHAUVET	Confédération Française de l'Encadrement - Confédération Générale des Cadres 13
M	Jean-François	CHOUGNET	Musée des Civilisations de la Méditerranée
M	Alain	COMBA	Force Ouvrière
M	Stéphane	CRESPIN	Union Nationale des Syndicats Autonomes 13
M	Richard	CURNIER	Caisse des Dépôts et Consignations
M	Ely	DE TRAVIESCO	Confédération des Petites et Moyennes Entreprises
M	François	FOUCHIER	Conservatoire du Littoral -délégation de rivages PACA
M	Jean-Marc	GIRALDI	Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement des Bouches-du-Rhône
M	Jean-Pierre	GROSSO	Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône
M	Jacques	GUIRAUD	UFC - Que Choisir Marseille
Mme	Chantal	HELMAN	Grand Port Maritime de Marseille
Mme	Frédérique	HERNANDEZ	Institut méditerranéen des Villes et des territoires
M	Cyril	JOUAN	Confédération Française Démocratique du Travail 13
M	Claude	JULLIEN	Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports
M	Sébastien	LATZ	Union Maritime et Fluviale de Marseille-Fos
M	Jean-Pierre	LEVY	Fédération départementale des centres sociaux
M	Hervé	LLAMAS	Office National des Forêts - Agence territoriale Bouches-du-Rhône/ Vaucluse
M	Frédéric	MOSCHETTI	Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence
M	Emmanuel	NOUTARY	Réseau ANIMA Investment Network
M	Bernard	OLIVER	Association Régionale HLM Provence Alpes Côte d'Azur et Corse
M	Guy	PARTAGE	Union pour les Entreprises

M	Alain	PAULIN	Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie
M	Jacques	PAYAN	Union Française des Industries Pétrolières
Mme	Sophie	POULARD	Parcours Handicap 13
Mme	Gaelle	REBEC	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
M	Jean-François	ROYER	Euroméditerranée
M	Michel	SESQUES	Union des Industries Minières et Métallurgiques Alpes Méditerranée
M	Stéphane	SOTO	FRENCH TECH
M	Philippe	STEFANINI	Provence Promotion
M	Jean-François	SUHAS	Club de la Croisière Marseille Provence
M	Arnaud	VANNESTE	Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille
M	Bruno	VERGOBBI	Société du Canal de Provence
M	Romain	WINO	Aéroport Marseille Provence

Le collège des personnalités qualifiées – 40 membres

CIVILITÉ	PRENOMS	NOMS
Mme	Pascale	AMENC ANTONI
Mme	Aurélie	AUPHAN
M	Dominique	BLUZET
M	René	BORRUEY
Mme	Catherine	BRISSE
Mme	Julie	CHENOT
M	Jean-Pierre	CHURET
M	Michel	COUARTOU
M	Nicolas	DETRIE
M	André	DONZEL
Mme	Jacqueline	FAGLIN
Mme	Valérie	FEDELE-CAHUE
M	Jacques	FRADIN
M	Tarik	GHEZALI
M	Xavier	GIOCANTI

Reçu au Contrôle de légalité le 3 avril 2017

M	Gérard	GONINET
Mme	Camille	HAGEGE
M	Michel	KELEMENIS
M	Baptiste	LANASPEZE
M	Jean-Yves	LONGERE
M	Nicolas	MEMAIN
M	Charles	MILHAUD
Mme	Alexandra	OPPENHEIM-DELAUZE
M	Claude	PERRIER
M	Jean-Yves	PETIT
M	Jacques	PFISTER
Mme	Danièle	PRIEUR
Mme	Apolline	QUINTRAND
Mme	Marie-Ange	RATER-CARBONEL
M	Franck	RECOING
Mme	Florence	ROSA
Mme	Emilie	ROYERE
M	Frédéric	RYCHEN
Mme	Nathalie	SIMON
Mme	Isabella	TALLO
M	Hubert	TALLON
Mme	Bernadette	VERRON
Mme	Madelijn	VERVOORD
Mme	Corinne	VEZZONI
M	Pierre Jean	WEILLER

Article 2 :

Monsieur Gérard GONINET est désigné Président du Conseil de développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame Sandra CHALINET-MERENDA est désignée Vice-Présidente du Conseil de développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 3 avril 2017

Article 4 :

Monsieur Romain GILLE est désigné Président du Collège Territorial.

Article 5 :

Monsieur Frédéric MOSCHETTI est désigné(e) Président du Collège des Partenaires.

Article 6 :

Madame Apolline QUINTRAND est désignée Présidente du Collège des Personnalités Qualifiées.

Article 7 :

Conformément au règlement intérieur, les désignations du présent arrêté ainsi que le mandat des membres du Conseil de développement prendront fin au moment du prochain renouvellement général du Conseil de la Métropole.

Article 8 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du Présent arrêté.

Fait à Marseille le, 29 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

DÉCISIONS

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/053/D

Régie de recettes pour les rétributions du collège Alain Savary du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 30 novembre 2016 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille - Provence, une régie de recettes dénommée « régie de recettes rétributions collège Savary » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence.

Les recettes relèvent de la nature 7067 et concernent :

- les voyages scolaires,
- le cinéma,
- le théâtre,
- le renouvellement des carnets de correspondance en cas de perte(5 €),
- le remboursement du forfait manuel scolaire en cas de perte ou de détérioration (entre 4 € et 12 €),
- le remboursement par les professeurs des clés non rendues au collège,
- les sorties pédagogiques,
- la vente et le renouvellement de la carte de pointage en cas de perte (1 €),
- il est prévu pour le règlement des voyages scolaires un échelonnement des paiements en trois fois.

Les recettes de la « régie de recettes rétributions collège Savary » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial du Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée :

Collège Alain Savary
CEC Les Heures Claires
13800 ISTRES

Article 3 :

Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèque.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'une quittance ou d'un support magnétique.

Article 4 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds devra être ouvert au nom de la « régie de recettes rétributions collège Savary » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence auprès du Comptable Public Assignataire.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Il n'y a pas de fonds de caisse mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 000 €.

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/054/D

Régie d'avance du parc automobile pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 décembre 2016 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie d'avance dénommée « régie d'avance du parc automobile » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les dépenses suivantes :

- le coût des visites et contre-visites techniques des véhicules (nature 61551),
- les frais de dépannages et remorquages non pris en charge par l'assurance (nature 61551),
- le coût des contrôles médicaux des chauffeurs poids lourds (nature 6475),
- l'achat, changement ou duplicata de cartes grises (nature 6355).

Les dépenses de la « régie d'avance du parc automobile » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial du Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée :
Immeuble de bureaux Vauranne
13800 ISTRES

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées par chèque.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 4 000 €.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor public sera ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000201902133 BIC : TRPUFRP1XXX ouvert au nom de la « régie d'avance du parc automobile » auprès du comptable public assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence, selon la réglementation en vigueur.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

Article 10 :

Le ou les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/055/D

Régie d'avance pour le service des sports du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 décembre 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie d'avance dénommée « régie d'avance pour le service des sports » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les dépenses suivantes :

- les achats de petites fournitures (nature 6232),
- les autres matières et fournitures (nature 6068).

Les dépenses de la « régie d'avance pour le service des sports » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée :

CEC les heures claires

13800 Istres

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées par chèque.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 9 500 €.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor Public sera ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200612130 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la "régie d'avance pour le service des sports" auprès du comptable public assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le ou les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/056/D

Régie d'avance du service évènementiel du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 décembre 2016 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mars 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie d'avance dénommée « régie d'avance du service évènementiel » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les dépenses suivantes :

- les achats de petites fournitures (nature 6232),
- les autres matières et fournitures liées aux spectacles et aux évènements tel que moquette, ferraille, bois (nature 6068).

Les dépenses de la « régie d'avance du service évènementiel » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial du Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée :
ZI du Tubé
5, Rue Copernic
13800 ISTRES

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées par chèque.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 8 000 €.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor public sera ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200646856 BIC : TRPUFRP1XXX ouvert au nom de la « régie d'avance du service évènementiel » auprès du comptable public assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le ou les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/057/D

Régie d'avance du service culturel d'Istres, Cornillon-Confoux, Port-Saint-Louis-du-Rhône et de Grans du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 décembre 2016 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie d'avance dénommée « régie d'avance du service culturel d'Istres, de Cornillon-Confoux, de Port-Saint-Louis-du-Rhône et de Grans » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence pour les dépenses suivantes :

- l'électricité, plomberie, peinture, visserie, serrurerie etc. (fournitures de petit équipement, nature 60632),
- les différents matériaux : ciment, béton, silicone etc. (autres matières et fournitures, nature 6068), les repas des archéologues en fouilles (frais de réception, nature 6257).

Les dépenses de la « régie d'avance du service culturel d'Istres, de Cornillon-Confoux, de Port-Saint-Louis-du-Rhône et de Grans » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux de la Direction des Affaires Culturelles :
CEC les Heures Claires
13800 ISTRES

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées par chèque.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 8 000 €.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor Public sera ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN: FR7610071130000000200610772 BIC : TRPUFRP1XXX ouvert au nom de la « régie d'avance auprès du service Culturel d'Istres, de Cornillon-Confoux, de Port-Saint-Louis-du-Rhône et de Grans » pour l'acquisition du petit matériel et divers auprès du comptable public assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le ou les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 mars 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/058/D

Régie de recettes pour l'encaissement des loyers pour l'ensemble du parc locatif du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 décembre 2016 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes dénommée « régie de recettes pour l'encaissement des loyers pour l'ensemble du parc locatif » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les recettes suivantes :

- les loyers (nature 752),
- les allocations logements (nature 752),
- les cautions (nature 165),
- les redevances d'occupation du domaine public (nature 7083).

Les recettes de la « régie de recettes pour l'encaissement des loyers pour l'ensemble du parc locatif » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée :
Rue Copernic
ZI le tubé
13800 ISTRES

Article 3 :

Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- bancaire,
- virement.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'une quittance ou d'un support magnétique.

Article 4 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds numéro FR7610071130000000201904073 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la « régie de recettes pour l'encaissement des loyers pour l'ensemble du parc locatif » auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Il n'y a pas de fonds de caisse mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 50 000 €

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/059/D

Régie de recettes du Service développement économique du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 novembre 2016 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes prolongée dénommée « régie de recettes du service développement économique » en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les recettes suivantes :

- les loyers (nature 7083),
- les prestations de services et des domiciliations (nature 706),
- les refacturations de charges (nature 7083),
- les cautions des entreprises (nature 165).

Les recettes de la « régie de recettes du service développement économique » s'impacteront sur le l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée :
Immeuble Trigance 1
3, Allée de La Passe Pierre
13800 ISTRES

Article 3 :

Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- chèque,
- virement,
- prélèvement.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'une facture et d'un reçu édité par logiciel informatique.

Article 4 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à 120 jours.

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds numéro FR7610071130000000200651124 BIC : TRPUFRP1XXX ouvert au nom de la « régie de recettes du service développement économique » auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Il n'y a pas de fonds mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 000 €

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/060/D

Régie de recettes pour le recouvrement des frais de photocopies des associations dépendant du service insertion du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 décembre 2016 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes dénommée « régie de recettes pour le recouvrement des frais de photocopies des associations dépendant du service insertion » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les recettes concernant les photocopies des associations dépendant du service insertion (nature 706).

Les recettes de la « régie de recettes pour le recouvrement des frais de photocopies des associations dépendant du service insertion » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée :
Pôle pour l'Emploi,
Impasse du Rouquier
13800 ISTRES

Article 3 :

Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- chèque,
- numéraire.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'une quittance.

Article 4 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds devra être ouvert au nom de la « régie de recettes pour le recouvrement des frais de photocopies des associations dépendants du service insertion » auprès du Comptable Public Assignataire.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Il n'y a pas de fonds de caisse mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 915 €

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/061/D

Modification de la décision portant création de la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 16/469/D du 12 janvier 2017 portant création de la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 23 février 2017.

CONSIDÉRANT

- La nécessité de poursuivre l'activité d'accueil du public sur le territoire du Grand Site Sainte-Victoire, et plus particulièrement au Kiosque de Bimont à Saint Marc Jaumegarde et à la Maison du Grand Site Sainte-Victoire à Vauvenargues ;
- La nécessité de compléter la liste des produits encaissés par cette régie ;

DECIDE

Article 1 :

La décision N° 16/469/D du 12 janvier 2017 portant création de la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire est modifiée par la présente décision.

Article 2 :

Il est créé deux sous-régies de recettes dont les modalités de fonctionnement sont précisées dans les actes constitutifs des sous-régies.

Article 3 :

La régie encaisse les produits listés dans l'annexe n° 1 complétée du produit dont le numéro de modèle est le 122.

Article 4 :

Le régisseur est dispensé de cautionnement.

Article 5 :

Toutes les autres dispositions de la décision N° 16/469/D du 12 janvier 2017 demeurent inchangées.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

ANNEXE N° 1

LISTE DES PRODUITS ENCAISSES PAR CETTE SOUS REGIE DE RECETTES

Modèle	Libellé de l'article
1	La flore : arbres et arbustes - Les cahiers de Sainte-Victoire
2	Lithographie Brayer
6	Carte postale 1 dessin Cézanne avec timbre
7	Encart timbres 18 - 19 juin 1994
8	Ecu de Bronze
9	Ecu d'argent
12	Catalogue de l'exposition Cézanne
13	Timbre montagne Sainte-Victoire Cézanne
14	Carte AEP Sainte-Victoire à pied
15	Carte du massif de la Sainte-Victoire
16	Topo Escalade Sainte-Victoire et Pays d'Aix
17	La Croix de Provence - Les cahiers du Grand Site Sainte-Victoire
18	Guide Autour de Sainte-Victoire – De terroirs en villages
19	Topo Guides La montagne Sainte-Victoire ... à pied
20	Voir Grand - Panorama des Grands Sites – Ed. Actes Sud
21	Fascicule faune de Provence
22	Sentier de découverte – Ed. Le Loubatas
23	Mal aimés et pourtant si utiles – Ed. ARPCV
24	Ces insectes qui vivent en société – Ed. ARPCV
25	La vie de la forêt méditerranéenne – Ed. ARPCV
26	Les plantes qui sentent bon – Ed. ARPCV
27	Au cœur du Pays de Cézanne – Ed. ARPCV
28	Flore 1 – Ed. le Loubatas
29	Flore 2 – Ed. Le Loubatas
30	Sur les traces des petites bêtes - Ed. le Loubatas
31	La gamelle du loup (en noir et blanc) – Ed. Le Loubatas
32	Heurs et malheurs du Prieuré – Ed. Les Amis de Sainte-Victoire
33	Jouques Un village Son histoire (livre)
34	Amis de Jouques - 10 juin 1944 (livre)
35	La Chapelle Notre Dame de Consolation (livre)
36	L'Aigle de Bonelli – Ed. Regard du vivant
37	Le feu dans la nature – Ed. Ecologiste de l'Euzières
38	Les salades sauvages – Ed. Ecologiste de l'Euzières
39	Ecolodoc garrigue – Ed. Ecologiste de l'Euzières
40	Herbier de Provence – Ed. Edisud
41	Les dinosaures – Ed. Edisud
42	Arbres et arbustes de Méditerranée – Ed. Edisud
43	Fleurs de Méditerranée – Ed Edisud
44	Insectes de Méditerranée – Ed Edisud
45	Papillons de Méditerranée – Ed Edisud
46	Oiseaux de Méditerranée – Ed. Edisud
47	La Sainte-Victoire a disparu – Ed. Rouge Safran
48	Petit traité des Grands Sites – Ed. Actes Sud
49	La réhabilitation du Prieuré - Les cahiers du Grand Site Sainte-Victoire

50	Carnet de coloriage
51	Carnet de note
52	Bloc note avec stylo
53	Crayons de coloriage avec taille crayon
54	Thermos 0,5 l
55	Stylo bille bois
56	Crayon de papier bois
57	Porte-clés
58	Carte IGN Sainte-Victoire TOP25
59	Carte IGN Provence Pays d'Aix
60	Rosé AOC Sainte-Victoire bout. 75 cl
61	Pot de Miel Lavande 500 gr
62	Pot de Miel Garrigue 500 gr
63	Bouteille Huile Olive 50 cl
64	Bidon Huile Olive 25 cl
65	Huile Essentielle Lavandin 30 ml
66	Poster Paul Cézanne
67	Livre Saint-Marc-Jaumegarde
68	Paul Cézanne Les sites provençaux (livre)
69	Livret château de Vauvenargues
70	Magnet Sainte-Victoire
71	Carte postale 10x15 Grand Site Sainte-Victoire
72	Carte postale 12x30 G. Flayols
73	Carte postale 10x15 monochrome sans timbre APPA
74	CP 10x15 Chapelle Saint Ser avec timbre APPA
75	CP 10x15 Château Picasso
76	Monuments de Sainte-Victoire – Ed. Desbaumes
77	La route Cézanne un lieu inspiré – Ed. ARCT
78	Rouge AOC Sainte-Victoire bout. 75 cl
79	Promenade dans le temps et dans l'espace – Gilles Cheylan
80	Dépliant- Les oiseaux du Grand Site Sainte-Victoire
81	Affiche- Les oiseaux du Grand Site Sainte-Victoire
82	36 vues de Sainte-Victoire – Ed. Gallimard
83	Le Mont Sainte-Victoire – Ed. Desbaumes
84	Route Cézanne - Route classée – Ed. Ballossier
85	Un joyau sur Sainte-Victoire – Ed Les Amis de sainte-Victoire
86	Secrets botaniques de Sainte-Victoire - Les cahiers du Grand Site Sainte-Victoire
87	Carte postale APPA Cézanne
88	Enveloppe APPA sans timbre
89	Marque Pages APPA Cézanne
90	Topo VTT – Ed. CD13
91	Vauvenargues au fil du temps – Ed. Desbaumes
92	La Casso – Ed. Desbaumes
93	Sac papier petit modèle
94	Sac papier grand modèle
95	Guide Concors - De terroirs en villages
96	L'eau douce en Provence – Ed. ARPCV
97	En chemin sur la route Cézanne – Ed. ARCT
98	Topo GR 2013
99	La gamelle du Loup (en couleurs) – Ed. Le Loubatas
100	Achat conjoint des guides Autour de Sainte-Victoire et Concors
101	Dépliant – Les papillons du Grand Site Sainte-Victoire
102	Affiche- Les papillons du Grand Site Sainte-Victoire

103	Pablo Picasso à Vauvenargues (livre)
104	Puyloubier Sainte-Victoire (livre)
105	Pot de Miel de romarin 500 gr
106	Terres et Paysages en Pays d'Aix (livre)
107	Timbre poste 0,10 cts
108	La ferme de Beaurecueil – Emile Julien – Ed Atelier des livres
109	Coffret de coloriage
110	Le Petit futé – Sainte-Victoire Grand Site de France
111	Timbre poste 0,05 cts
112	Dépliant – Les rapaces du Grand Site Sainte-Victoire
113	Affiche- Les rapaces du Grand Site Sainte-Victoire
114	Timbre poste 0,66 cts
115	Code pour frais d'envoi avec commande à 1 €
116	Code pour frais d'envoi avec commande de 2 à 10 €
117	Code pour frais d'envoi avec commande supérieure à 10 €
118	La promenade en âne – livre bilingue anglais
119	Kit huile d'olive en bois d'olivier
120	Diffuseur céramique vaporisateur 15 ml lavandin
121	Les dinosaures de Provence – Coloriages et jeux 3 – 7 ans
122	Petit mortier et son pilon en bois d'olivier

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/062/D

Régie de recettes pour le Centre d'Art Contemporain du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 décembre 2016 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes dénommée « régie de recettes pour le centre d'art contemporain » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les recettes suivantes :

- les ventes de catalogues d'artistes exposants au Centre d'Art Contemporain (nature 758),
- les ventes d'objets promotionnels (nature 758),
- les ateliers et stages de sensibilisation aux arts visuels (nature 758).

Les recettes de la « régie de recettes pour le centre d'art contemporain » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée :
2 rue Alphonse Daudet
13800 ISTRES.

Article 3 :

Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- chèque,
- numéraire,
- chèques L'attitude 13.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'une quittance.

Article 4 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds devra être ouvert au nom de la « régie de recettes du centre d'art contemporain » auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Un fonds de caisse d'un montant de 20 € est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 700 €.

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

Régie de recettes pour le Conservatoire de Musique et de Danse Michel PETRUCCIANI du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 décembre 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes dénommée « régie de recettes pour le Conservatoire de Musique et Danse Michel Petrucciani » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les recettes concernant les rétributions de service du Conservatoire de Musique et Danse Michel Petrucciani (nature 7062).

Les recettes de la « régie de recettes pour le Conservatoire de Musique et Danse Michel Petrucciani » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée :
Conservatoire de Musique et de Danse
Michel Petrucciani
CEC Les Heures Claires
13800 ISTRES

Article 3 :

Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèque,
- prélèvement automatique,
- chèque « l'attitude 13 »,
- carte bancaire.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'une quittance ou d'un support magnétique.

Article 4 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 1, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds numéro FR7610071130000000200660436 BIC : TRPUFRP1XXX ouvert au nom de la « régie de recettes du conservatoire de musique et danse Michel Petrucciani » auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Il n'y a pas de fonds de caisse mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 16 700 €.

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/064/D

Régie de recettes auprès du Collège Alain Savary pour les rétributions de service de la demi-pension et des repas occasionnels pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 décembre 2016 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes prolongée dénommée « régie de recettes auprès du Collège Alain Savary pour l'encaissement des rétributions de service de la demi-pension et des repas occasionnels » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les recettes suivantes :

- les repas occasionnels (nature 70688),
- la demi-pension (nature 70688).

Les recettes de la « régie de recettes auprès du Collège Alain Savary pour l'encaissement des rétributions de service de la demi-pension et des repas occasionnels » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée :
Centre Educatif et Culturel
Les Heures Claires
13800 ISTRES

Article 3 :

Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- chèque,
- numéraire.

Les repas occasionnels sont perçus contre remise d'un ticket à l'usager, la demi-pension est perçue après l'envoi de facture trimestrielle.

Article 4 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds devra être ouvert au nom de la « régie de recettes auprès du Collège Alain Savary pour l'encaissement des rétributions de service de la demi-pension et des repas occasionnels » auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Il n'y a pas de fonds de caisse mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 600 €.

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/065/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du Cabinet VEDESI pour défendre les intérêts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans l'affaire qui l'oppose au Grand Port Maritime de Marseille et relative à l'annulation de la délibération n° 1-15 du 19 janvier 2015.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision 161/13 du 19 février 2013 du SAN Ouest Provence approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n° 12SC1001) conclu avec la SCP d'avocats Vedesi ;
- Le jugement n° 1502086 du 16 décembre 2016 rendu par le Tribunal Administratif de Marseille annulant la délibération n° 1-15 prise par Ouest Provence le 19 janvier 2015
- La requête en appel n° 1700607 présentée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et déposée devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille demandant l'annulation du jugement visé.

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mars 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans le dossier n° 1700607 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Vedesi, Cabinet d'avocats, 28 rue d' Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 mars2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/066/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet VEDESI pour défendre les intérêts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans l'affaire qui l'oppose au Grand Port Maritime de Marseille et relative à l'annulation de la délibération n° 386-15 du 29 septembre 2015.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 161/13 du 19 février 2013 du SAN Ouest Provence approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n°12SC1001) conclu avec la SCP d'avocats Vedesi ;
- Le jugement n° 1509618 du 16 décembre 2016 rendu par le Tribunal Administratif de Marseille annulant la délibération n° 386-15 prise par Ouest Provence le 29 septembre 2015 ;
- La requête en appel n° 1700609 présentée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et déposée devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille demandant l'annulation du jugement visé.

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mars 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans le dossier n° 1700609 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Vedesi, Cabinet d'avocats, 28 rue d' Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mars 2017

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/067/D

Régie d'avance de la médiathèque du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 décembre 2016 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie d'avance dénommée « régie d'avance de la Médiathèque » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les dépenses suivantes :

- les achats de documents (nature 6065),
- l'achat de matériel (nature 60632-6182-6068).

Les dépenses de la « régie d'avance de la Médiathèque » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée :
Médiathèque de Miramas
Avenue de la République
13140 MIRAMAS

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées en chèques.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 6 100 €.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor est ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro FR7610071130000000201902230 BIC : TRPUFRP1XXX ouvert au nom de la régie d'avance pour la Médiathèque auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence, selon la réglementation en vigueur.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

Article 10 :

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/068/D

Régie de recettes de la médiathèque du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire 8 décembre 2016 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes dénommée « régie de recettes de la Médiathèque » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les recettes suivantes :

- les remboursements de documents (nature 758),
- le coût des photocopies au moyen d'un monnayeur installé sur les appareils à disposition du public (nature 758),
- les frais de dossier avant poursuites (nature 758),
- les inscriptions adultes hors Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence (nature 758),
- les ventes de reproductions de carte ancienne représentant l'étang de berre, au prix unitaire de 30 € (nature 758),
- les droits de place, dans le cadre de mise à disposition, d'une partie de l'espace public par conventions liées à l'action culturelle de la médiathèque intercommunale (nature 758).

Les recettes de la « régie de recettes de la Médiathèque » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée :
Médiathèque Intercommunale
CEC Les Heures Claires
13800 ISTRES

Article 3 :

Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- chèque,
- numéraire.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'une quittance.

Article 4 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds devra être ouvert au nom de la « régie de recettes de la Médiathèque » auprès du Comptable Public Assignataire.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Il n'y a pas de fonds de caisse mis à la disposition du régisseur titulaire.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 100 €

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 10 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/069/D

Régie de recettes pour la ludothèque du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 décembre 2016 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes dénommée « régie de recettes ludothèque » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les recettes suivantes :

- l'accueil des jeux sur place (nature 7062),
- le prêt des jeux à domicile (nature 7062),
- le remboursement des jeux détériorés (nature 7062),
- les pénalités de retard (nature 7062).

Les recettes de la « régie de recettes ludothèque » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'impacteront sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée à :
Ludothèque
CEC Les Heures Claires
13800 ISTRES

Article 3 :

Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques.

Pour les recettes concernant l'accueil des jeux sur place, il sera délivré une carte d'abonnement pour 10 entrées et une quittance de carnet à souches pour les entrées à l'unité.

Pour les autres recettes, il sera délivré une quittance de carnet à souches.

Article 4 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000201903491 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de « la régie de recettes ludothèque » auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Il n'y a pas de fonds de caisse mis à la disposition du régisseur titulaire.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 300 €.

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/070/D

Régie de recettes pour La Courbedonne du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 8 décembre 2016 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes prolongée dénommée « régie de recettes La Courbedonne » du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence en lieu et place de la régie qui était ouverte au SAN Ouest Provence, pour les recettes suivantes :

- les loyers (nature 752),
- les allocations étudiants (nature 752).

Les recettes de la « régie de recettes La Courbedonne » s'impacteront sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux de la Direction des Affaires Immobilières :
La Picturale
Rue Copernic
ZI Le Tubé
13800 ISTRES

Article 3 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- chèque,
- virement,
- espèce,
- prélèvement,
- carte bancaire.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'une facture et d'un reçu.

Article 4 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à 30 jours à compter de la date de facturation.

Article 5 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000201904073 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la « régie de recettes La Courbedonne » auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Il n'y a pas de fonds de caisse mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 200 000 €.

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 10 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues tous les 15 jours et, au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

Convention mise à disposition d'un local technique à CASSIS

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

Pour les besoins de la Direction de la Propreté Urbaine, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité la Ville de Cassis pour la mise à disposition d'un local de stockage, situé Parking de la Poste, au centre-ville de Cassis.

Les conditions de la convention sont les suivantes :

- Local de 10,86 m², une seule pièce
- Prix : gratuit
- Durée : 3 ans à compter de la signature, reconduction tacite

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer une convention de mise à disposition pour le local à usage de stockage situé Parking de la Poste 13260 Cassis

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention de mise à disposition pour le local à usage de stockage situé Parking de la Poste 13260 Cassis, pour une durée de 3 ans.

Article 2 :

La convention est conclue à titre gratuit.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier pour l'acquisition d'un bien situé 9 chemin des Tuileries à Marseille 15ème arrondissement appartenant à la Société AG Distribution.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1, et suivants ainsi que les 5218-1;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 art.5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le Droit de Préemption Urbain ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 006-485/13/CC du 28 juin 2013 approuvant les conditions de délégation à l'Etablissement Public Foncier du Droit de Préemption Urbain sur le territoire communautaire ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° URB 023-638/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les conditions d'exercice du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La décision de délégation du droit de préemption n° 16/422/D du 29 décembre 2016 ;

- La déclaration d'intention d'aliéner du 10 février 2017 enregistrée sous le n° DA 13215 17 0027 portant aliénation d'une parcelle appartenant à la Société AG Distribution sise 9 chemin des Tuileries, cadastrée 904M0105 d'une superficie cadastrale de 4 279 m².

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien par l'Etablissement Public Foncier s'inscrit dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière Marseille Nord.
- Compte tenu des objectifs de développement économique de la Métropole, des besoins avérés en fonciers à vocation économique et de la situation stratégique du bien, à proximité de la voie ferrée et de l'opération ANRU Plan d'Aou, la parcelle pourrait servir d'assiette à l'aménagement d'un village artisanal.

DECIDE

Article 1 :

Annule et remplace la décision n° 16/422/D du 29 décembre 2016.

Article 2 :

Le Droit de préemption Urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier PACA pour l'acquisition d'un bien situé 9 chemin des Tuileries à Marseille 15^{ème} arrondissement, cadastré 904M0105 d'une superficie cadastrale de 4 279 m² appartenant à la Société AG Distribution.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 mars 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/073/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'une parcelle appartenant à la commune de Marseille - Traverse de Gibraltar à Marseille 14ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM);
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE);
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16CM du 30 juin 2016 portant les délégations des missions foncières du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau ;
- La convention d'occupation temporaire préalablement au transfert de propriété.

PREAMBULE

Dans le cadre des travaux d'élargissement de voirie de la traverse Gibraltar, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'autorisation de la Ville de Marseille pour la mise à disposition d'une partie de la parcelle 811B290 pour une superficie de 242 m² environ.

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Mars 2017

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre des travaux d'élargissement de voirie de la traverse Gibraltar à Marseille 14^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que la parcelle appartenant à la commune de Marseille lui soit mis à disposition préalablement au transfert de propriété afin de permettre le démarrage des travaux.
- Qu'à cette fin une convention d'occupation temporaire préalable au transfert de propriété doit être conclue entre la commune de Marseille, propriétaire de la parcelle de terrain et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec la commune de Marseille une convention d'occupation temporaire au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence préalable à leur transfert de propriété de l'emprise foncière suivante :

- 811B0290

Pour une superficie totale de 242 m² environ.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa réalisation interviendra de plein droit à la signature des actes authentiques notariés de transfert de propriété au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence du terrain en cause.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 mars 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/074/D

**Missions Elus : Messieurs Alexandre GALLESE et Guy BARRET - 17 mars 2017
- Visite du site ALSTOM à Strasbourg**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Alexandre Gallèse est membre du bureau de la Métropole, délégué à la Stratégie environnementale, plan climat et préventions des risques de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que Monsieur Guy Barret est Conseiller Métropolitain et Vice-président du Territoire délégué aux organisations des transports, coordination de la mobilité, prévention et gestion des déchets.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Gallèse et Monsieur Barret se rendront le 17 mars 2017 à Strasbourg pour visiter le site d'Alstom dans le cadre du projet d'achat du matériel roulant métropolitain pour l'Aixpress (Bus à Haut Niveau de Service).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/075/D

Convention avec l'organisme "La Gazette Groupe Territorial" pour l'action de formation intitulée "Subventions aux associations" d'un montant de 1 668,00 € TTC.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation d'un agent de la Métropole exerçant ses fonctions au sein de la Direction institutionnelle et juridique du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une convention de formation professionnelle avec «La Gazette Groupe Territorial» relative à l'action de formation intitulée «Subventions aux associations» est nécessaire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Mars 2017

- Que les objectifs de cette action sont de proposer un cadre de réflexion pour évaluer l'utilité sociale des associations, donner un cadre opérationnel pour définir des critères d'attribution des aides, et examiner les bonnes pratiques pour élaborer sa propre démarche ;
- Qu'au regard du catalogue 2017 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et «La Gazette Groupe Territorial» relative à l'action de formation intitulée «Subventions aux associations».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent de la Direction institutionnelle et juridique à cette formation, d'une durée de deux jours durant l'année 2017, et se déroulant à Lyon.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant soit 1 668 € TTC sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17/03/2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Mars 2017

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/076/D

Délégation du droit de préemption urbain à la Ville de Marseille pour l'acquisition d'un local d'activité situé 8 rue Vian à Marseille 6ème arrondissement appartenant à la SCI MED.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1, et suivants ainsi que les articles 5218-1 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 art.5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° URB 023-638/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les conditions d'exercice du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° URB du 15 décembre 2016 n° 007-1411/16/CM approuvant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille – Récificatif.
- La délibération du Conseil Municipale de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le Droit de Préemption Urbain ;

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Mars 2017

- La déclaration d'intention d'aliéner du 3 février 2017 enregistrée sous le n° DA 13206 17 0095 portant aliénation d'un local d'activité lot n°4 appartenant à la SCI MED sise 8 rue Vian 13006 Marseille cadastré 825 A 0027 d'une superficie cadastrale de 281 m² ;
- La lettre du 3 février 2017 de Madame Laure Agnès Caradec, Adjointe au maire déléguée à l'Urbanisme, au Projet Métropolitain, au Patrimoine Foncier et Municipal, aux Droits des Sols, portant demande de délégation au profit de la Ville de marseille du droit de préemption urbain sur le bien ci-après désigné.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien par la Ville de Marseille s'inscrit dans le cadre du projet concernant l'extension de l'Espace Julien et des activités qui y sont exercées.
- Il s'agit également, dans le cadre de l'opération Grand Centre Ville, de permettre l'amélioration ou la création d'équipements publics et d'espaces publics, de favoriser la politique culturelle ainsi que la requalification du centre-ville de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

Le Droit de Préemption Urbain est délégué à la Ville de Marseille pour l'acquisition d'un local d'activité lot n° 4 pour 74,94 m² situé 8 rue Vian à Marseille 6^{ème} arrondissement, cadastré 825 A 0027 d'une superficie cadastrale de 281 m² appartenant à la SCI MED.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/077/D

Mise en demeure d'acquérir. Acquisition d'une parcelle cadastrée 889 I 0388 pour une superficie de 245 m² sise 237 chemin de Château-Gombert à Marseille 13^{ème} arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 230-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président pour les missions foncières;
- La décision n° 17/051/D du 6 mars 2017 ;
- La lettre de notification de proposition de prix au Cabinet Roussel du 7 mars 2017.

CONSIDÉRANT

- Que par courrier du 7 mars 2016, le Cabinet Roussel et Associés, représentant les Consorts Toscano a mis en demeure la Métropole Aix-Marseille-Provence d'acquérir une parcelle cadastrée 889 I 0388 d'une superficie de 245 m² sise 237 chemin de Château-Gombert à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Mars 2017

- Que l'acquisition de ce bien permettra la création d'une voie nouvelle déjà aménagée et affectée à usage de voirie.

DECIDE

Article 1 :

Annule et remplace la décision n°17/051/D du 6 mars 2017.

Article 2 :

Décide d'acquérir la parcelle 889 I 0388 d'une superficie de 245 m² pour un montant de 14 050 euros se décomposant en une indemnité principale de 12 000 euros et une indemnité de emploi de 2 050 euros, sise 237 chemin de Château-Gombert à Marseille 13^{ème} arrondissement suite à la mise en demeure d'acquérir adressée par le Cabinet Roussel et Associés, représentant les Consorts Toscano.

Article 3:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/078/D

Mise en demeure d'acquérir. Acquisition d'une parcelle cadastrée 889 I 0406 pour une superficie de 482 m² sise 237 chemin de Château-Gombert à Marseille 13^{ème} arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 230-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président pour les missions foncières ;
- La décision n° 17/052/D du 6 mars 2017 ;
- La lettre de notification de proposition de prix au Cabinet Roussel en date du 7 mars 2017.

CONSIDÉRANT

- Que par courrier du 7 mars 2016, le Cabinet Roussel et Associés, représentant de Madame Marchetti Veuve Toscano et Monsieur Richard Toscano a mis en demeure la Métropole Aix-Marseille-Provence d'acquérir une parcelle cadastrée 889 I 0406 d'une superficie de 482 m² sise 237 chemin de Château-Gombert à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Mars 2017

- Que l'acquisition de ce bien permettra la création d'une voie nouvelle déjà aménagée et affectée à usage de voirie.

DECIDE

Article 1 :

Annule et remplace la décision n° 17/052/D du 6 mars 2017.

Article 2 :

Décide d'acquérir la parcelle 889 I 0406 d'une superficie de 482 m² pour un montant de 26 600 euros se décomposant en une indemnité principale de 24 000 euros et une indemnité de emploi de 2 600 euros sise 237 chemin de Château-Gombert à Marseille 13^{ème} arrondissement suite à la mise en demeure d'acquérir adressée par le Cabinet Roussel et Associés, représentant Monsieur Marchetti Veuve Toscano et Monsieur Richard Toscano.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/079/D

Désignation du Cabinet Parme dans le cadre du dossier EVERE - Annulation du titre de recette dans le cadre de la grève de juin 2016 sur le site de Fos-sur-Mer

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- La requête n°1700524-3 déposée devant le Tribunal administratif le 25 janvier 2017 par la société Evéré aux fins d'annulation du titre n°017279 émis le 15 décembre 2016 d'un montant de 945 063,06 euros relatif au coût engendré pour la Métropole par l'absence d'acheminement et de traitement des déchets sur le site de l'incinérateur de Fos-sur-Mer suite à la grève des salariés de la société Evere en juin 2016.
- Qu'il convient d'assister et de représenter la collectivité dans le cadre de cette instance.

DECIDE

Article 1 :

Maître Mathieu Noël du cabinet Parme Avocats, domicilié 12 Bd de Courcelles 75017 Paris est désigné pour assister et représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal administratif dans le cadre de cette instance.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017



Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/080/D

15 abonnements motos au parking Espercieux - 13002 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

Pour le bon fonctionnement de ses services, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait part à la société Q-Park France de son souhait de souscrire 15 abonnements motos localisés dans le parc de stationnement Espercieux 13002 Marseille.

Les conditions du contrat sont les suivantes :

- 15 abonnements deux roues 7/7j et 24/24h
- Convention d'une durée de deux ans à compter du 1^{er} janvier 2017
- Renouvellement par avenant, 1 mois avant la fin du contrat
- Prix : 992,50 € HT, soit 1.191 € TTC par an et par place (valeur 2017), soit un total annuel de 17.865 euros TTC pour 15 abonnements.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer une convention d'abonnement avec QPARK pour 15 abonnements motos au parking Espercieux.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

DECIDE

Article 1 :

De signer une convention d'abonnement avec QPARK pour 15 abonnements motos 7/7j 24/24h au parking Espercieux, à compter du 1^{er} janvier 2017 pour une durée de 2 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Territoire A130, nature 6132, fonction 020 chapitre 011.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/081/D

Bail de location entre l'Unédic et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant des locaux à usage de bureaux sis 3 impasse du Rouquier à Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a exprimé un besoin en locaux à usage de bureaux pour le fonctionnement de ses services sur le territoire istréen ;
- Que l'Unédic est propriétaire de lots de copropriété à usage de bureaux sis à Istres, d'une superficie de 640 m² adaptée aux besoins exprimés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité prendre à bail lesdits locaux et s'est, à cette fin, rapprochée de l'Unédic ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

- Que le Domaine a été régulièrement consulté préalablement à la prise à bail envisagée ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le contrat de bail de location comportant application conventionnelle du statut des baux commerciaux à conclure entre l'Unédic et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la location de locaux à usage de bureaux sis impasse du Rouquier à Istres, d'une superficie de 640 m².

Article 2 :

Le présent bail prendra effet à compter de sa date de signature pour une durée de neuf années entières et consécutives.

Article 3 :

Le bail est conclu moyennant un loyer annuel hors charges de 73 115,84 € payable par trimestre civil à échoir, ainsi que le remboursement des charges et frais de copropriété attachés au lieu loué, au moyen d'acomptes provisionnels versés en même temps que chacun des termes de loyer et soldé une fois par an sur la base de l'état récapitulatif transmis dans le délai de trois mois à compter de la reddition des charges de copropriété sur l'exercice annuel.

Le loyer sera révisé annuellement en fonction des variations de l'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) sur la base du dernier indice connu à la date d'effet du présent bail.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire, chapitre 011, nature 6132.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet d'avocats Leonardi Casticalis pour représenter les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la procédure l'opposant à Madame Donia Bennani et Monsieur ouahib Meddoun

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix- Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 157/13 du 21 février 2013 autorisant le Président à signer un marché de conseil juridique et représentation en justice (n°12SC1000) avec le Cabinet Leonardi Catsicalis ;
- L'assignation au fond devant le Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence par Madame Donia Bennani et Monsieur Ouahib Meddoun ;

CONSIDÉRANT

- Le litige opposant la Métropole Aix-Marseille-Provence, venant aux droits du SAN Ouest Provence, à Madame Bennani et Monsieur Meddoun, dans le cadre de l'opération d'extension et de rénovation du Centre Social Albert Schweitzer, situé sur la commune de Miramas ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice et d'être représenté dans cette procédure par le Cabinet d'avocats Leonardi Catsicalis, 15 avenue Victor Hugo, 13 100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Leonardi Catsicalis pour représenter les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence : chapitre 024, nature 024.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/083/D

Création d'une régie d'avance - Direction Générale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 février 2017.

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie d'avance pour la Direction Générale du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Mars 2017

La régie d'avance paie les dépenses nécessaires aux missions de représentation de la Direction Générale, à savoir :

- frais pour des petites fournitures,
- frais de réception et de représentation, notamment les restaurants avec invités, les accueils café,
- frais de stationnement,
- frais de transport
- menues dépenses lorsqu'elles ne peuvent être payées par mandat ordinaire.

Les dépenses de la régie de la Direction Générale s'impacteront sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en fonction de la nature des dépenses.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, 932 avenue de la Fleuride, ZI les Paluds, 13400 Aubagne.

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées en :

- chèque,
- carte bancaire.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 2 000 €.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor est ouvert au nom du régisseur auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

Le régisseur titulaire est désigné par le Président de la collectivité sur avis conforme du comptable public assignataire.

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est non assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Abrogation de la décision n°16/267/D du 21 novembre 2016. Approbation d'une nouvelle convention de formation professionnelle "Permis B" au bénéfice de Madame Nicole PATRAC.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 16/267/D du 21 novembre 2016 relative à l'action de formation intitulée « Permis B » et sa prise en charge pour un montant de 1299 euros TTC au bénéfice de Madame Nicole Patrac ;

CONSIDÉRANT

- Que l'agent Madame Nicole Patrac bénéficiaire d'un Contrat Unique d'Insertion – Contrat d'accompagnement dans l'Emploi et d'une formation professionnelle dans le cadre de son parcours d'insertion devait obtenir le permis B pendant l'action de formation qui se déroulait au 4ème trimestre 2016 ;
- Que Madame Nicole Patrac n'a pas réussi l'examen du code de la route ;

DECIDE

Article 1 :

Est abrogée la décision n° 16/267/D du 21 novembre 2016.

Article 2 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et E.C.F (Ecole de conduite Française) relative à l'action de formation intitulée «PERMIS B ».

Article 3 :

Est approuvée la participation de l'agent Nicole Patrac à cette action de formation se déroulant sur l'année 2017 (jusqu'au 31 août 2017) à E.C.F. Fos-sur-Mer.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, soit 1 299 euros TTC, chapitre 011, nature 6184.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 mars 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN